

## Claude Hagège

### Langue et mimésis

*Claude Hagège, vous êtes linguiste, professeur au Collège de France et amoureux des langues. Vous avez publié récemment *Contre la pensée unique* (Odile Jacob, 2012). *L'intrusion de l'anglais en France a pris une ampleur inquiétante. Elle touche presque tous les domaines de notre vie. L'espace public s'anglicise rapidement : on voit maintenant des affiches commerciales entièrement en anglais. Cette anglomanie affecte le vocabulaire par le moyen d'une prolifération de mots anglais en substitution de mots existants (Live au lieu de direct par exemple) ; elle affecte aussi, ce qui est nouveau, la structure même de notre langue – ainsi de l'antéposition des adjectifs : une « potentielle cible », comme l'écrit le site du Monde dans son « Live » – et les principes de sa prononciation (GDF-Suez devenue ENGIE, prononcé « Hennegie »). Elle a des conséquences désastreuses à l'école, où une partie des élèves écrit les mots à l'anglaise (music, rock, etc.). Comment décririez-vous la situation actuelle ?**

CH : En termes moins alarmistes que vous. Est-ce mon naturel optimiste ? Les exemples que vous citez sont révélateurs mais ils concernent la vie économique. Les grandes entreprises, les commerçants, les marchands, se servent largement de l'anglais – moins par amour de l'anglais que par amour de l'argent. Un symptôme, c'est le pullulement des écoles de commerce au détriment des écoles scientifiques ou littéraires, du fait de la grande pression du management, de la direction d'affaires, du fric. À HEC, on en est à recruter 75 % de professeurs anglophones ! Son directeur m'a assuré que c'est ce qui donne à l'école une bonne cote parmi les écoles de commerce mondiale. En d'autres termes, existe dans ce milieu la conviction très forte que l'anglais est plus que nécessaire : vital. Cette anglicisation n'est pas en soi motrice dans l'évolution de la langue. Elle l'est quand les médias s'en emparent, quand ceux-ci répercutent l'américanisation de notre vie économique, commerciale, sociale. Le risque existe alors d'une pénétration dans l'usage quotidien. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Je ne crois pas que l'anglais ait envahi notre vie dans ses aspects les plus simples, les plus privés. Le garçon et la fille qui font HEC vont-ils utiliser des mots anglais pour se dire « *Je t'aime* » ? À table, demande-t-on en anglais qu'on vous passe le sel ? Dans tous ces domaines, je ne vois pas de pénétration de l'anglais. Mais votre interrogation est légitime, il est bon d'être en alarme.

L'un des moteurs essentiels de l'emprunt massif à l'anglais, c'est la mode, le snobisme. Il n'y a très souvent aucune autre raison, même économique ou sociale. Je vous donne un exemple personnel récent. J'apporte un sac à réparer et la fille qui tient la boutique me dit : « *Laissez-moi votre bag* » ; je réagis vivement : « *Cela s'appelle un sac* » ; et la fille me répond : « *Oui, mais bag c'est plus moderne* ». En d'autres termes, pour être moderne, à la mode, *tendance*, on se sert de l'anglais. L'anglais est à la mode, comme les États-Unis le sont. Pour combien de temps encore ? Valéry disait méchamment que « *l'abîme de l'Histoire est assez grand pour tout le monde* ». Les États-Unis sont une grande démocratie ; nous en dépendons étroitement sur le plan économique et social ; un déclin grave n'est pas une chose que les Européens puissent souhaiter. Mais nous pouvons certainement affronter la très forte pression exercée par l'anglais, grâce à un

combat pour la promotion de la diversité des langues – je préfère *promotion* à *défense*. L'existence de langues très différentes fait le sel de notre vie.

*Secousse* : Dans *Contre la pensée unique* (Odile Jacob, 2012), vous écrivez que la domination de l'anglais est le fruit d'un complot. Pourriez-vous développer ce point ?

CH : Je ne crois pas avoir employé le terme *complot* ; mais il n'y a pas de doute que, dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, il y a eu un plan concerté pour favoriser la domination de l'anglais. On a alors vu un pullulement d'organismes (essentiellement américains, et britanniques pour une part), qui n'avaient d'autre fonction que de répandre l'anglais partout. Dans les pays et régions francophones (France, Québec, Suisse romande, Belgique wallonne), leur action était explicitement orientée *contre* le français. Je récusé le terme *complot* car au bout d'un certain temps l'assise de l'anglais est devenue si forte que les États-Unis n'ont plus eu besoin d'en faire la promotion. Les vecteurs de l'anglophonie, de l'américanisation, sont devenus les pays cibles eux-mêmes, avec pour ressort essentiel le snobisme, ressort dérisoire mais capital, et aussi ce que les philosophes appellent la *mimesis*. Le snobisme est largement une *mimesis*. C'est un instinct vital de l'espèce. J'inclurais volontiers à son actif le snobisme américain : il s'agit de faire *comme* les États-Unis. Dire *bag* c'est beaucoup plus chic que dire *sac*. Dire *Asset management* c'est beaucoup plus chic que dire *Gestion d'actifs boursiers* – je cite là un autre exemple personnel ; mon gestionnaire, à qui je demandais : « *Pourquoi vous appelez-vous à présent Asset management ?* », me répond : « *S'appeler La française des placements, c'était ringard* » !

Cela affecte notre existence dans notre contact avec le commerce, avec les objets que nous achetons, qui sont souvent vendus en anglais ou dans un français américanisé. Mais est-ce une menace grave pour le français en tant que langue ? Cela pourrait-il aboutir à une substitution pure et simple de l'anglais au français ? Je ne le crois pas. Je ne crois pas que ceux qui multiplient les emprunts à l'anglais, par snobisme, puissent abandonner le français (ou l'espagnol, l'italien, l'allemand), pour ne plus parler qu'en anglais. Pour la raison très simple qu'ils ne connaissent pas assez l'anglais. Malgré son absence de déclinaison et la simplicité de sa conjugaison, c'est une langue très difficile. On l'ignore généralement ; je vous le dis en tant que linguiste de métier. Plus on croit qu'elle est facile, plus on la parle mal. Évidemment, n'importe qui peut dire : « *I love you* ». Mais dès que l'on veut parler un anglais semblable à celui des anglophones de naissance, l'anglo-américain de fortune ne peut plus servir, et les choses deviennent beaucoup plus difficiles.

*Secousse* : Ce qu'Alain Borer appelle l'anglobish.

CH : Oui, c'est ça. Les anglophones vont vous dire : « *When they left, we talked to them away* » ; c'est-à-dire : on les a accompagnés (jusqu'au train par exemple) en leur disant au revoir. Si vous ne connaissez pas l'anglais, vous ne pouvez pas le deviner. Un français dira : « *They talked them goodbye when they left* ». Les anglophones ne disent pas ça. Les français ont donc une connaissance très superficielle de l'anglais. Ils croient qu'ils le connaissent, ce n'est pas vrai.

*Secousse* : L'adoption de l'anglais comme langue d'expression privilégiée dans de nombreuses sphères de la société française ne relève pas essentiellement de la contrainte, mais plutôt d'un choix – attitude qu'on pourrait appeler de « servitude

*volontaire* ». *Quels en sont les mécanismes ? Quel est l'importance respective des différents acteurs (institutionnels, économiques, médiatiques, etc.) ?*

CH : Il est étonnant que cette très belle expression, *De la servitude volontaire*, qui a été écrite au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, soit encore vraie au début du XXI<sup>e</sup>. Je vous ai répondu. La nécessité, le caractère inéluctable du passage à l'anglais sont si mal démontrés, qu'on n'a pas d'autre argument à produire que la mode. Un PDG, au dernier étage d'un des gratte-ciel de la Défense, adresse une directive à son personnel. L'entreprise est à vocation internationale mais elle est située en France et entièrement française. Quelles raisons a-t-il d'écrire cette directive en anglais ? Ce n'est pas l'efficacité : la plupart de ceux à qui il s'adresse ne connaissent pas bien l'anglais. Est-ce le marché ? Non, car si l'entreprise a des marchés dans des pays anglophones, elle travaille avec d'autres entreprises françaises. Est-ce le gain de temps ? Encore moins, car le personnel doit ensuite décoder la directive. Quand je dis que la mode a ici un rôle moteur, c'est parce que les motivations économiques, qui auraient une justification moins subjective, plus scientifique, doivent être éliminées.

*Secousse : Est-ce que ça ne peut pas être aussi un moyen de domination, une façon de conserver sa valeur en obscurcissant le discours, en rendant le dialogue difficile ?*

CH : Si vous parlez des messages truffés de mots anglais, je suis entièrement d'accord. On enveloppe dans la buée de l'inconnaissable ou de l'incertain des choses qu'on a peur de dire en français, car elles seraient trop claires ; ça impressionne, ça donne une autorité et une force qui sont totalement en dehors du sujet. C'est tout à fait vrai dans le milieu bancaire. J'en ai eu la preuve. Il m'est arrivé à plusieurs reprises de demander une traduction de termes anglais qui émaillaient des messages et leurs auteurs étaient extrêmement réticents, ou même incapables de le faire. Autrement dit, un terme anglais mal connu, mal maîtrisé, est un cache-misère qui permet de dominer la clientèle en l'empêchant de comprendre (c'est la profonde mauvaise foi des banquiers) – ou, aussi bien, de faire passer une loi ou une directive impopulaire. C'est une stratégie de domination, mais d'un autre ordre que celle du patron qui veut dominer son personnel.

*Secousse : Nous avons peu parlé de l'aspect légal de la défense de la langue française.*

CH : Il existe évidemment ; mais les mesures qui le concernent, sans être lettre morte, sont battues en brèche. En 1994, à la fin d'un gouvernement à dominante socialiste, Catherine Tasca a réuni certains spécialistes de la langue, dont votre serviteur, afin d'établir un projet de loi pour la défense et la promotion du français. Une loi n'est telle que munie d'un appareil de pénalités : ont donc été prévues des amendes et des mesures de rétorsion à l'encontre de ceux qui l'enfreindraient. La majorité ayant changé, Catherine Tasca a été remplacée par Jacques Toubon, qui a donné son nom à la loi, votée en juillet-août 1994 (la droite et la gauche n'ont pas de grandes différences d'opinion sur ce plan, ce qui est heureux pour le français). C'est une très bonne loi, qui stipule qu'une série de textes dans le domaine commercial, les modes d'emploi, la publicité, doivent être rédigés ou traduits en français. C'est un principe démocratique élémentaire vis-à-vis de tous ceux qui ne comprennent pas l'anglais, qui ont fait peu d'études, parce que leurs parents n'en avaient pas les moyens. Malheureusement, cette loi a été fortement modifiée suite à un avis du Conseil constitutionnel. Depuis, elle a été constamment revue et corrigée ; c'est devenu un manteau d'Arlequin. Aujourd'hui, l'appareil légal pour promouvoir le français est, sinon impuissant, du moins fortement

neutralisé par les offensives obstinées, opiniâtres, de tous ceux qui promeuvent l'anglais.

*Secousse : Il y a toujours eu une langue de communication internationale : le latin, puis le français, aujourd'hui l'anglais. Cette internationalisation n'est-elle pas porteuse d'une utopie ?*

CH : Non, parce qu'aucune de ces langues n'a eu un règne de l'ordre de l'utopie. Elles ont eu un règne réel et aucune ne s'est substituée aux langues nationales. Quand deux petits-fils de Charlemagne signent les *Serments de Strasbourg*, en 842, le document roman est rédigé dans la langue que l'on parlait alors, que les historiens considèrent comme l'ancêtre du français. Au IX<sup>e</sup> siècle, le latin n'était déjà plus une langue parlée. C'est longtemps resté la langue de la communication dans les sciences et le gouvernement, mais en France, à travers l'ensemble de la monarchie, la Révolution et les républiques, c'est le français, sous ses différentes formes, qui a été la langue commune. On ne se disait pas « *Je t'aime* » en latin – sauf dans le cas d'Abélard et Éloïse. Leur correspondance, qui a été conservée, est en latin. C'est dans cette langue qu'ils philosophaient et échangeaient des propos érotiques. Mais c'étaient des clercs. Les gens ordinaires ne faisaient pas cela. On correspondait dans la langue vulgaire, l'ancêtre du français.

S'il y a inquiétude aujourd'hui, c'est que contrairement à toutes ces langues à vocation internationale, l'anglais a l'autorité politique de se substituer aux langues nationales. Mais cela supposerait qu'il s'y substitue non seulement dans les domaines dont j'ai parlé, commercial, industriel, de recherche, de pouvoir, mais jusque dans la vie privée. Ce serait alors un immense danger. On n'a pas aujourd'hui d'exemple de cela.

*Secousse : N'avez-vous pas l'impression qu'on observe aujourd'hui, dans le quotidien, une diminution du niveau de langue, notamment auprès des jeunes ?*

CH : C'est une bonne question, à laquelle je suis obligé de répondre par la négative. Votre question se réfère à la norme, à l'exigence d'une certaine pureté. Mon français est un français littéraire, c'est celui que j'ai appris dans ma famille, dans mes études. Mais mon métier de linguiste, c'est de m'intéresser au français parlé, à décrire les tournures qui illustrent l'"altération" de la langue ; par exemple : « *Tu te rappelles de ça* », au lieu de « *Tu te rappelles ça* » ; ou bien : « *C'est la robe qu'elle a mis* », sans accord du participe passé. Si tout le monde avait maintenu la pureté de la langue, le français ne serait pas la grande langue littéraire qu'il est devenu. Au temps d'Abélard et Éloïse, et même 4 siècles avant, lors des *Serments de Strasbourg*, à l'époque où le français se formait, les clercs poussaient des cris d'horreur parce qu'ils voyaient le latin perdre ses déclinaisons. Ils étaient témoins d'un phénomène majeur, que nous ne voyons plus, mais que nous pouvons restituer par l'Histoire : le processus de supplantation d'une langue par une autre. Le même phénomène se produisait en France, en Italie, en Espagne, en Roumanie, au Portugal, où le latin était supplanté par les langues que l'on appelle néo-latines, ou romanes. On les appelait alors *sermo vulgaris*, « langue vulgaire », c'est-à-dire la langue des masses. C'est ce qui a donné, beaucoup plus tard, *Les Essais* de Montaigne, les tragédies de Racine, les romans de Victor Hugo : une grande langue littéraire. La même chose s'est produite en Italie. *La Divine Comédie* de Dante a été écrite en italien au début du XIV<sup>e</sup> siècle par un lettré qui connaissait très bien le latin ; il a d'ailleurs écrit *De vulgari eloquentia* – qui ne veut pas dire « de la langue vulgaire » mais « de la langue du peuple ». La langue du peuple, c'était l'italien,

qui d'ailleurs n'a pas beaucoup changé : les Italiens disent que n'importe qui peut aujourd'hui lire Dante, ce qui n'est pas vrai pour Rabelais.

Pour revenir à la langue parlée, on pourra dire qu'elle sera devenue la norme quand « *Je me rappelle de ça* », « *La robe qu'elle a mis* », etc. deviendront la norme écrite. Pour l'instant, ce n'est pas le cas. On peut même noter que les clercs d'aujourd'hui, ceux qui ont fait des études, réagissent contre ces tournures, y compris quand eux-mêmes parlent ainsi. Autrement dit, en français, comme dans beaucoup d'autres langues, on ne parle pas comme on écrit. C'est un constat universel, il en a toujours été ainsi. Mais il peut arriver un moment où, l'évolution se faisant de plus en plus rapide, la langue parlée finit par supplanter la langue écrite. Alors, pour un temps, on écrit comme on parle.

*Secousse : Vous écrivez que l'anglais est un vecteur de la « pensée unique », en grande partie du fait des contenus qui lui sont associés. Y a-t-il aussi un effet de la structure de l'anglais ? La langue française induit-elle un mode de pensée spécifique ?*

CH : Oui, mais il y a deux questions différentes qu'il ne faut pas confondre. Qu'il y ait derrière une langue donnée un mode de pensée, ou même un mode de structuration de la pensée, c'est absolument certain. En revanche, que l'emploi de l'anglais puisse donner un mode de pensée anglo-saxon, ce ne serait vrai que si les gens cessaient complètement de parler en français. Ce n'est pas le cas, la menace est très faible. Je prends un exemple, qui est celui des sciences. Mes collègues au Collège de France me disent que quand un francophone acquiert une grande réputation scientifique, le produit fini est en anglais, bien sûr, puisque l'anglais domine dans les sciences et dans les publications ; mais le processus de réflexion, de découverte, les rapports avec les collaborateurs dans les laboratoires ne sont jamais en anglais. Tout simplement parce que la langue dans laquelle le scientifique va féconder ses idées est celle qui lui est le plus naturelle : sa langue maternelle.

Il y a un mode de pensée spécifique du français et, sans chauvinisme, il nous est envié. C'est un mode de pensée très rationnel, très structuré, dans lequel l'affectif, ou le non-cérébral, tient une place beaucoup moins grande que dans d'autres langues, en anglais notamment, en allemand sans aucun doute, ou en espagnol. En d'autres termes, du fait de la structure de la langue française, et donc de la structure mentale de ceux qui s'en servent, la vocation rationnelle du français est, qu'on le veuille ou non, une réalité. En revanche, le français n'est pas une langue riche. En arabe, en russe, en anglais, les synonymes foisonnent. En arabe, vous avez d'innombrables couples de mots strictement synonymes, ce qui prédispose à la poésie (il y a eu et il y a toujours une magnifique explosion de la poésie arabe), mais moins à la recherche scientifique. En français, on a du mal à trouver de vrais synonymes, il y a toujours quelque chose qui les sépare. Cette pauvreté n'est pas nécessairement un mal. Je dirais même que la force d'expression et la clarté du français sont liées à sa pauvreté.